

ArcelorMittal

Les contacts se multiplient pour une reprise du site de Gandrange

Industriels, collectivités locales et syndicats multiplient les contacts en Moselle et à Paris pour une éventuelle reprise de l'aciérie ArcelorMittal de Gandrange, a-t-on appris vendredi de sources concordantes à Metz.

Au cours des dernières semaines, plusieurs groupes sidérurgiques européens sont venus frapper à la porte de l'usine mosellane pour laquelle ArcelorMittal a annoncé en janvier un «plan de réorganisation», selon la lettre d'information «Lettre A».

Ce plan prévoit l'abandon d'ici à avril 2009 de l'aciérie électrique et la suppression de 595 des 1.108 emplois de l'usine spécialisée dans les aciers longs, le segment le plus profitable de la métallurgie.

Mercredi à Paris, le ministère des Finances et de l'Economie avait confirmé, sans autre précision, que des entreprises avaient manifesté leur «intérêt» pour une éventuelle reprise du site, alors qu'ArcelorMittal n'a jamais dit qu'il était à vendre.

Ces contacts sont noués alors que la CFDT et la CFE/CGC doivent présenter vendredi un «contre-projet industriel social» devant assurer la poursuite de l'activité du site.

«Une demi-douzaine de repreneurs potentiels se sont déjà manifestés à Gandrange», selon Alain Grenaut, ancien directeur de l'usine mosellane qui, comme président du comité de défense de l'aciérie, était allé solliciter mardi à Paris un sidérurgiste français dont il a voulu taire le nom.

Selon Edouard Martin, élu CFDT au comité d'entreprise européen du groupe, «des rumeurs circulent sur une possible reprise par Ascométal (filiale de l'italien Lucchini appartenant au russe Severstal), (l'indien) Tata Steel ou (l'allemand) Saars-tahl».

Vendredi, la CGT a rencontré à Hayange (Moselle) la direction de Corus Rail, aciériste anglo-néerlandais récemment racheté par Tata Steel et qui fabrique en Moselle les rails du TGV.

Le syndicat a fait valoir au cours de l'entretien la «complémentarité» entre les deux sites mosellans. Pour fabriquer ses rails, Corus Rail importe ses «blooms» (pains d'acier) de Scunthorpe, l'aciérie britannique du groupe. Gandrange pourrait alimenter Hayange en «blooms», seulement 11 km séparant ces usines, a plaidé la CGT.

Corus Rail a également été contacté par Amnéville, commune sur le ban de laquelle débordent une partie des installations de Gandrange et qui se propose de reprendre le site avec un opérateur industriel. «Nous sommes en contact avec deux groupes européens, l'un allemand, l'autre espagnol, qui sont prêts à investir» dans Gandrange, révèle Alain Stahl, consultant chargé du dossier par le député-maire Jean Kiffer.

L'homme d'affaires franco-hongrois Romain Zaleski, qui a démissionné jeudi du conseil d'administration d'ArcelorMittal pour poursuivre «d'autres intérêts commerciaux dans la sidérurgie», serait également candidat à la reprise de Gandrange, selon la «Lettre A».

Venu sur le site le 4 février, Nicolas Sarkozy avait déclaré que, «soit nous arrivons à convaincre Lakshmi Mittal et nous investissons avec lui, soit nous trouvons un repreneur et nous investissons avec lui».

Par la suite, le Premier ministre, François Fillon, avait ajouté que si Lakshmi Mittal ne voulait pas investir à Gandrange, il faudrait «étudier d'autres solutions, et notamment la solution de cession de ce site, de reprise par d'autres industriels». (AFP)